MERCREDI 13 FÉVRIER 2002 / 134e ANNÉE / No 37

ISSN 0373-0425 – CPPAP 0103 B 05088

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOURNAL OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS

SOMMAIRE GÉNÉRAL

Sommaire analytique page suivante

LOIS 2848

DÉCRETS, ARRÊTÉS, CIRCULAIRES

Textes généraux 2852
Mesures nominatives 2872
Conventions collectives 2877

Cour des comptes 2878

Conseil supérieur de l'audiovisuel 2878

Naturalisations et réintégrations 2881

Informations parlementaires 2882

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis aux importateurs et aux exportateurs 2891
Avis de concours et de vacance d'emplois 2892
Avis divers 2895

INFORMATIONS DIVERSES 2901

JOURNAUX OFFICIELS

Avis : La librairie et la salle de consultation de la Direction des Journaux officiels sont ouvertes du lundi au vendredi **de 8 h 30 à 16 h 30** et le **mardi jusqu'à 18 heures (fermeture le samedi).**

Avis : Le *Journal officiel* de ce jour comprend deux cahiers.
Le second cahier (Agrément des cuisines centrales) fait l'objet d'une pagination spéciale (53001 à 53044 CC).

SOMMAIRE ANALYTIQUE

LOIS

LOI n° 2002-163 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention de sécurité sociale du 16 janvier 1985 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire 2848

LOI n° 2002-164 du 12 février 2002 autorisant l'approbation du protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées à la convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes (ensemble trois annexes) 2848

LOI n° 2002-165 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu 2848

LOI n° 2002-166 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 19 juin 1980 2849

LOI n° 2002-167 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine 2849

LOI n° 2002-168 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Argentine 2849

LOI n° 2002-169 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise 2849

LOI n° 2002-170 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine 2850

LOI n° 2002-171 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale 2850

LOI n° 2002-172 du 12 février 2002 autorisant l'approbation du protocole d'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération 2850

LOI n° 2002-173 du 12 février 2002 autorisant la ratification des amendements à la Constitution de l'Organisation internationale pour les migrations 2851

LOI n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale (rectificatif) 2851

Décrets, arrêtés, circulaires

❑ textes généraux

ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

Arrêté du 31 janvier 2002 portant cession d'un immeuble domanial 2852

Arrêté du 4 février 2002 portant désignation d'un ordonnateur secondaire délégué à l'étranger 2852

ministère de l'emploi et de la solidarité

Arrêté du 31 janvier 2002 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements du secteur social ou sanitaire à but non lucratif 2852

Arrêté du 31 janvier 2002 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements du secteur social ou sanitaire à but non lucratif 2853

Arrêté du 31 janvier 2002 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements du secteur social ou sanitaire à but non lucratif 2854

Arrêté du 31 janvier 2002 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements du secteur social ou sanitaire à but non lucratif 2855

Arrêté du 31 janvier 2002 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements du secteur social ou sanitaire à but non lucratif 2855

Arrêté du 31 janvier 2002 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements du secteur social ou sanitaire à but non lucratif 2856

Arrêté du 31 janvier 2002 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements du secteur social ou sanitaire à but non lucratif 2857

Arrêté du 31 janvier 2002 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements du secteur social ou sanitaire à but non lucratif 2859

Arrêté du 31 janvier 2002 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements du secteur social ou sanitaire à but non lucratif 2860

Arrêté du 31 janvier 2002 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements du secteur social ou sanitaire à but non lucratif 2860

Arrêté du 31 janvier 2002 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements du secteur social ou sanitaire à but non lucratif 2861

Arrêté du 31 janvier 2002 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements du secteur social ou sanitaire à but non lucratif 2862

ministère de la justice

Arrêté du 5 février 2002 portant création de centres supplémentaires pour les épreuves écrites d'accès aux cycles préparatoires aux deuxième et troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature 2863

ministère de l'intérieur

Décret n° 2002-174 du 11 février 2002 pris pour l'application de l'article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique 2863

Arrêté du 8 février 2002 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2000 portant création des commissions administratives paritaires nationale et locales compétentes à l'égard du corps des agents des services techniques du ministère de l'intérieur (hors police nationale) 2865

ministère de l'éducation nationale

Arrêté du 24 janvier 2002 portant reconnaissance par l'Etat de l'école de biologie industrielle de Cergy-Pontoise 2865

Arrêté du 5 février 2002 portant revalorisation des indemnités pour enseignements complémentaires 2865

Arrêté du 5 février 2002 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2001 autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés 2866

Arrêté du 5 février 2002 modifiant l'arrêté du 15 janvier 2002 autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture de concours pour le recrutement d'aides de laboratoire des établissements d'enseignement au ministère de l'éducation nationale 2866

Arrêté du 5 février 2002 autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture de concours pour le recrutement de maîtres ouvriers des établissements d'enseignement du ministère de l'éducation nationale 2866

Arrêté du 8 février 2002 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2001 modifié autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture de concours pour le recrutement d'infirmières et d'infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat au ministère de l'éducation nationale 2866

ministère de la défense

Arrêté du 23 janvier 2002 modifiant l'arrêté du 23 septembre 1998 portant institution de régies et de sous-régies de recettes, de régies et de sous-régies d'avances auprès d'organismes relevant de la direction centrale du commissariat de la marine 2867

Arrêté du 23 janvier 2002 portant institution d'une régie d'avances auprès du centre d'essais de la Méditerranée, à Toulon (Var) 2867

Arrêtés du 23 janvier 2002 relatifs à des régies d'avances 2867

ministère de l'équipement, des transports et du logement

Arrêté du 8 janvier 2002 pris pour l'application du décret n° 2000-286 du 30 mars 2000 relatif à la sécurité du réseau ferré national 2868

Arrêté du 11 janvier 2002 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1981 modifié relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants non professionnels de l'aéronautique civile (personnel de conduite des aéronefs) et l'arrêté du 17 août 1978 modifié relatif à l'examen pour l'obtention du brevet et de la licence de pilote de planeur 2869

Arrêté du 15 janvier 2002 modifiant l'arrêté du 31 octobre 2000 relatif à la mise en sécurité de certains véhicules fonctionnant aux gaz de pétrole liquéfiés 2870

ministère de la culture et de la communication

Arrêté du 1er février 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels 2870

Arrêté du 1er février 2002 fixant les modalités de sélection des candidats à une bourse de séjour à l'Académie de France à Rome pour l'année 2002 2870

ministère de l'agriculture et de la pêche

Arrêté du 4 février 2002 modifiant l'arrêté du 15 juillet 1974 relatif aux avances, à l'attribution de ristournes sur cotisations ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles de salariés agricoles 2871

❑ mesures nominatives

ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

Arrêté du 14 janvier 2002 portant admission à la retraite (administration centrale) 2872

Arrêté du 31 janvier 2002 portant désignation d'un contrôleur d'Etat auprès de divers organismes à caractère social 2872

Arrêté du 31 janvier 2002 portant désignation du chef de la mission de contrôle économique et financier des organismes chargés de l'emploi et de la formation professionnelle 2872

Arrêté du 4 février 2002 portant nomination au conseil d'administration de Bull 2872

Arrêté du 11 février 2002 portant nomination (administration centrale) 2872

Listes d'aptitude aux fonctions de conseiller de chambre régionale des comptes établies en application de l'article L. 221-7 du code des juridictions financières 2872

ministère de l'emploi et de la solidarité

Arrêté du 5 février 2002 portant nomination au conseil d'administration de la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines 2873

ministère de la justice

Arrêté du 4 février 2002 portant nomination d'un directeur à l'Ecole nationale de la magistrature 2873

Arrêté du 4 février 2002 portant mise à disposition (magistrature) 2873

Arrêtés du 4 février 2002 portant nomination (régisseurs d'avances et de recettes) 2873

Arrêté du 4 février 2002 portant cessation de fonctions et attribution de fonctions (régisseurs d'avances et de recettes) 2874

ministère de l'intérieur

Décrets du 11 février 2002 portant nomination (administration préfectorale) 2874

Arrêté du 30 janvier 2002 portant inscription sur une liste d'aptitude (personnels de préfecture) 2874

Arrêté du 31 janvier 2002 portant attribution du diplôme aux capitaines de sapeurs-pompiers professionnels 2874

ministère de l'éducation nationale

Décret du 11 février 2002 portant nomination (inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche) 2875

ministère des affaires étrangères

Décret du 12 février 2002 portant nomination du directeur de l'office universitaire et culturel pour l'Algérie 2875

Arrêté du 11 février 2002 portant nomination à la Commission nationale de la coopération décentralisée ... 2875

ministère de la défense

Arrêté du 18 janvier 2002 portant nomination (services déconcentrés) 2875
Arrêté du 29 janvier 2002 portant nomination (régisseurs d'avances) 2875
Arrêté du 11 février 2002 portant nomination (administration centrale) 2875

ministère de l'équipement, des transports et du logement

Arrêté du 6 février 2002 portant nomination au comité des partenaires du transport public en Ile-de-France 2876
Arrêté du 11 février 2002 portant cessation de fonctions au cabinet du secrétaire d'Etat 2876

ministère de la culture et de la communication

Arrêté du 1er février 2002 portant inscription à un tableau d'avancement (conservateurs en chef du patrimoine) 2876
Arrêté du 1er février 2002 portant inscription à un tableau d'avancement (conservateurs de 1re classe du patrimoine) 2876

ministère de l'agriculture et de la pêche

Liste des élèves ayant obtenu en 2000 le diplôme d'ingénieur des industries agricoles et alimentaires de l'Ecole nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires de Massy 2877

ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat

Arrêté du 4 février 2002 portant nomination à la commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général 2877

❑ conventions collectives

ministère de l'emploi et de la solidarité

Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du thermalisme 2877

Cour des comptes

Arrêté du 28 janvier 2002 portant admission au bénéfice du congé de fin d'activité (chambres régionales des comptes) 2878

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Décision n° 2002-22 du 16 janvier 2002 modifiant la décision n° 2000-1329 du 21 novembre 2000 portant reconduction de l'autorisation délivrée à la SARL CCN Radio pour l'exploitation d'un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence intitulé Skyrock Le Havre 2878
Décision n° 2002-23 du 16 janvier 2002 modifiant la décision n° 98-68 du 17 mars 1998 autorisant l'association Club Radio des Ballons à exploiter un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence intitulé Radio des Ballons 2878
Décision n° 2002-24 du 16 janvier 2002 modifiant la décision n° 2000-1277 du 12 décembre 2000 modifiée portant reconduction de l'autorisation délivrée à la SA Radio Monte-Carlo pour l'exploitation d'un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence intitulé RMC Info 2878
Décision n° 2002-25 du 16 janvier 2002 modifiant la décision n° 98-195 du 8 avril 1998 modifiée autorisant la SA Radio Monte-Carlo à exploiter un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence intitulé RMC Info 2879
Décision n° 2002-26 du 16 janvier 2002 modifiant la décision n° 96-961 du 3 septembre 1996 modifiée portant reconduction de l'autorisation délivrée à la SA Radio Monte-Carlo pour l'exploitation d'un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence intitulé RMC Info 2879
Décision n° 2002-27 du 16 janvier 2002 modifiant la décision n° 97-867 du 4 novembre 1997 modifiée portant reconduction de l'autorisation délivrée à la SA monégasque Radio Monte-Carlo pour l'exploitation d'un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence intitulé RMC Info 2879

Décision n° 2002-28 du 16 janvier 2002 modifiant la décision n° 98-524 du 7 juillet 1998 portant extension de la décision n° 98-195 du 8 avril 1998 modifiée autorisant la SA Radio Monte-Carlo à exploiter un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence intitulé RMC Info 2880
Décision n° 2002-29 du 22 janvier 2002 modifiant la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel n° 96-964 du 3 septembre 1996 portant reconduction de l'autorisation d'un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé RCF Parabole Anjou 2880
Décision n° 2002-30 du 22 janvier 2002 prononçant l'abrogation de la décision n° 93-555 du 6 juillet 1993 autorisant l'association Comité Somain de Radio libre Gitane, reconduite par décision n° 97-881 du 2 décembre 1997, à exploiter un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence intitulé Radio Gitane 2880
Résultats de délibérations 2880

Naturalisations et réintégrations

Décrets du 5 février 2002 rapportant des décrets de naturalisation 2881
Décret du 5 février 2002 rapportant un décret de réintégration dans la nationalité française 2881

Informations parlementaires

❑ Assemblée nationale

ORDRE DU JOUR 2882
CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS 2882
COMMISSIONS 2883
DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES 2884
DOCUMENTS ET PUBLICATIONS 2884

❑ Sénat

ORDRE DU JOUR 2885
DOCUMENTS LÉGISLATIFS 2889
COMMISSIONS 2889
DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES 2890

❑ commissions mixtes paritaires

RÉUNION, COMPOSITION, BUREAU ET MEMBRES PRÉSENTS 2890

❑ Offices parlementaires

OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES (OPECST) 2891

Avis et communications

❑ avis aux importateurs et aux exportateurs

ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

Avis aux importateurs relatifs à la taxation des produits agricoles 2891
Avis aux importateurs de ferromolybdène originaire de la République populaire de Chine 2892

❑ avis de concours et de vacance d'emplois

Premier ministre

Avis de vacance d'un poste de secrétaire général (secrétariats généraux pour les affaires régionales) 2892
Avis de vacance d'un emploi offert au titre de la mobilité statutaire des membres des corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration 2893

ministère de l'emploi et de la solidarité

Avis de concours sur titres pour le recrutement d'adjoints techniques hospitaliers de classe normale 2893
Avis relatifs à l'ouverture de concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière 2894
Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un assistant socio-éducatif (emploi d'assistant de service social) de la fonction publique hospitalière 2894
Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un éducateur de jeunes enfants de la fonction publique hospitalière 2894
Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un moniteur-éducateur de la fonction publique hospitalière 2894
Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un animateur de la fonction publique hospitalière 2894
Avis de vacance d'emplois de direction de 2e et 3e classe (hôpitaux, hospices et maisons de retraite publics) 2894
Avis de vacance d'emplois de direction de 1re, 2e et 3e classe (hôpitaux, hospices et maisons de retraite publics) 2895

❑ avis divers

Premier ministre

Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de la Documentation française) 2895

ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

Avis relatif aux tirages du Loto no 15 du mercredi et no 16 du samedi et aux tirages du Keno 2900
Résultats du tirage du mardi 12 février 2002 du Keno 2900

ministère de l'emploi et de la solidarité

Avis de projet d'inscription des solutés de réhydratation orale sur la liste prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale 2900

ministère de l'agriculture et de la pêche

Avis relatif à la décision tacite d'extension de deux accords interprofessionnels conclus dans le cadre de l'Union nationale interprofessionnelle cidricole 2901
Avis relatif à l'agrément des cuisines centrales 2901

Informations diverses

❑ liste de cours indicatifs

Cours indicatifs du 12 février 2002 2901

Annonces 2902

NOR : *PVSX0200409X*

AUTRES PUBLICATIONS DATÉES DE CE JOUR

DÉBATS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale

No 14 (CR)

Compte rendu intégral des débats du mardi 12 février 2002 et questions orales avec ou sans débat.

Sénat

No 16 (CR)

Compte rendu intégral des débats du mardi 12 février 2002 et questions orales.

LOIS

LOI n° 2002-163 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention de sécurité sociale du 16 janvier 1985 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire (1)

NOR : *MAEX0000060L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention de sécurité sociale du 16 janvier 1985 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, signé à Abidjan le 15 décembre 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 février 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
LIONEL JOSPIN

Le ministre des affaires étrangères,
HUBERT VÉDRINE

(1) *Travaux préparatoires :* loi n° 2002-163.

Sénat :

Projet de loi n° 399 (1999-2000) ;

Rapport de Mme Paulette Brisepierre, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 162 rectifié (2000-2001) ;

Discussion et adoption le 19 juin 2001.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 3154 ;

Rapport de M. Paul Dhaille, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 3480 ;

Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 29 janvier 2002.

(2) Le texte sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

LOI n° 2002-164 du 12 février 2002 autorisant l'approbation du protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées à la convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes (ensemble trois annexes) (1)

NOR : *MAEX0000111L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

Est autorisée l'approbation du protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées à la convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes (ensemble trois annexes), fait à Kingston le 18 janvier 1990, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 février 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
LIONEL JOSPIN

Le ministre des affaires étrangères,
HUBERT VÉDRINE

(1) *Travaux préparatoires :* loi n° 2002-164.

Sénat :

Projet de loi n° 19 (2000-2001) ;

Rapport de M. André Boyer, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 161 (2000-2001) ;

Discussion et adoption le 19 juin 2001.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 3155 ;

Rapport de M. Charles Ehrmann, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 3538 ;

Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 29 janvier 2002.

(2) Le texte sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

LOI n° 2002-165 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (1)

NOR : *MAEX0000120L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

Est autorisée l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu, signée à Gaborone le 15 avril 1999, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 février 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
LIONEL JOSPIN

Le ministre des affaires étrangères,
HUBERT VÉDRINE

(1) *Travaux préparatoires :* loi n° 2002-165.

Sénat :

Projet de loi n° 62 rectifié (2000-2001) ;

Rapport de M. Jacques Chaumont, au nom de la commission des finances, n° 180 (2000-2001) ;

Discussion et adoption le 21 juin 2001.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 3171 ;

Rapport de M. René Mangin, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 3482 ;

Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 29 janvier 2002.

(2) Le texte sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

LOI n° 2002-166 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 19 juin 1980 (1)

NOR : *MAEX0000155L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 19 juin 1980, signé au Caire le 1er mai 1999, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 février 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

LIONEL JOSPIN

Le ministre des affaires étrangères,

HUBERT VÉDRINE

---

(1) *Travaux préparatoires :* loi n° 2002-166.

Sénat :

Projet de loi n° 99 (2000-2001) ;

Rapport de M. Jacques Chaumont, au nom de la commission des finances, n° 178 (2000-2001) ;

Discussion et adoption le 21 juin 2001.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 3172 ;

Rapport de Mme Bernadette Isaac-Sibille, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 3536 ;

Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 29 janvier 2002.

(2) Le texte sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

LOI n° 2002-167 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine (1)

NOR : *MAEX0000170L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

Est autorisée l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine, signée à Paris le 14 janvier 1999, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 février 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

LIONEL JOSPIN

Le ministre des affaires étrangères,

HUBERT VÉDRINE

---

(1) *Travaux préparatoires :* loi n° 2002-167.

Sénat :

Projet de loi n° 173 (2000-2001) ;

Rapport de M. Hubert Durand-Chastel, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 228 (2000-2001) ;

Discussion et adoption le 19 juin 2001.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 3158 ;

Rapport de M. Jean-Yves Gateaud, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 3535 ;

Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 29 janvier 2002.

(2) Le texte sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

LOI n° 2002-168 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Argentine (1)

NOR : *MAEX0000171L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

Est autorisée l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Argentine, signée à Paris le 14 octobre 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 février 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

LIONEL JOSPIN

Le ministre des affaires étrangères,

HUBERT VÉDRINE

---

(1) *Travaux préparatoires :* loi n° 2002-168.

Sénat :

Projet de loi n° 174 (2000-2001) ;

Rapport de M. Robert Del Picchia, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 229 (2000-2001) ;

Discussion et adoption le 19 juin 2001.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 3159 ;

Rapport de M. Jean-Yves Gateaud, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 3535 ;

Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 29 janvier 2002.

(2) Le texte sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

LOI n° 2002-169 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise (1)

NOR : *MAEX0000190L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise, signé à Luxembourg le 15 mars 2000, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 février 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
LIONEL JOSPIN

Le ministre des affaires étrangères,
HUBERT VÉDRINE

(1) *Travaux préparatoires :* loi n° 2002-169.
Sénat :
Projet de loi n° 290 (2000-2001) ;
Rapport de M. Robert Del Picchia, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 349 ;
Discussion et adoption le 19 juin 2001.
Assemblée nationale :
Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 3153 ;
Rapport de M. Gilbert Maurer, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 3534 ;
Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 29 janvier 2002.
(2) Le texte sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

LOI n° 2002-170 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine (1)

NOR : *MAEX0100040L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

Est autorisée l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine, signée à Paris le 7 mars 2000, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 février 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
LIONEL JOSPIN

Le ministre des affaires étrangères,
HUBERT VÉDRINE

(1) *Travaux préparatoires :* loi n° 2002-170.
Sénat :
Projet de loi n° 432 (2000-2001) ;
Rapport de M. Hubert Durand-Chastel, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 139 (2001-2002) ;
Discussion et adoption le 20 décembre 2001.
Assemblée nationale :
Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 3512 ;
Rapport de M. Jean-Yves Gateaud, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 3535 ;
Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 29 janvier 2002.
(2) Le texte sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

LOI n° 2002-171 du 12 février 2002 autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale (1)

NOR : *MAEX9900086L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'avenant n° 2 à l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale, signé à Québec le 19 décembre 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 février 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
LIONEL JOSPIN

Le ministre des affaires étrangères,
HUBERT VÉDRINE

(1) *Travaux préparatoires :* loi n° 2002-171.
Sénat :
Projet de loi n° 252 (1999-2000) ;
Rapport de M. Hubert Durand-Chastel, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 323 (1999-2000) ;
Discussion et adoption le 24 octobre 2000.
Assemblée nationale :
Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 2678 ;
Rapport de Mme Odette Trupin, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 3479 ;
Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 29 janvier 2002.
(2) Le texte sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

LOI n° 2002-172 du 12 février 2002 autorisant l'approbation du protocole d'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération (1)

NOR : *MAEX9900087L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

Est autorisée l'approbation du protocole d'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération, signé à Québec le 19 décembre 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 février 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
LIONEL JOSPIN

Le ministre des affaires étrangères,
HUBERT VÉDRINE

(1) *Travaux préparatoires :* loi n° 2002-172.

Sénat :

Projet de loi n° 7 (1999-2000) ;

Rapport de M. Hubert Durand-Chastel, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 120 (1999-2000) ;

Discussion et adoption le 9 février 2000.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 2170 ;

Rapport de Mme Odette Trupin, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 3479 ;

Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 29 janvier 2002.

(2) Le texte sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

LOI n° 2002-173 du 12 février 2002 autorisant la ratification des amendements à la Constitution de l'Organisation internationale pour les migrations (1)

NOR : *MAEX9900127L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

Est autorisée la ratification des amendements à la Constitution de l'Organisation internationale pour les migrations, adoptés à Genève le 24 novembre 1998, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 février 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
LIONEL JOSPIN

Le ministre des affaires étrangères,
HUBERT VÉDRINE

(1) *Travaux préparatoires :* loi n° 2002-173.

Sénat :

Projet de loi n° 171 (1999-2000) ;

Rapport de M. Paul Masson, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 280 (1999-2000) ;

Discussion et adoption le 24 octobre 2000.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 2673 ;

Rapport de M. Georges Hage, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 3537 ;

Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 29 janvier 2002.

(2) Le texte sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

LOI n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale (rectificatif)

NOR : *MESX0000077Z*

Rectificatif au *Journal officiel* du 18 janvier 2002 :

Page 1008, 2e colonne, article 3-I, au lieu de : « L. 6112 », lire : « L. 6112-1 » ;

Page 1032, 2e colonne, article 97, *art. L. 239-1*, 1er alinéa, 3e ligne, au lieu de : « autonome concernant au moins cent salariés doit », lire : « autonome ayant pour conséquence la suppression d'au moins cent emplois doit » ;

Page 1033, 1re colonne, article 100, 4e alinéa, au lieu de : « publique affecte plusieurs », lire : « publique concerne plusieurs » ;

Page 1036, 1re colonne, article 120-I, dernier alinéa, au lieu de : « L. 325-21 », lire : « L. 351-21 » ;

Page 1044, 2e colonne, article 177-II, 1re ligne, au lieu de : « premier alinéa », lire : « dernier alinéa » ;

Page 1047, 1re colonne, article 193-II, 2e alinéa, avant-dernière ligne, au lieu de : « maladie ou », lire : « maladie, par l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ou » ;

Page 1050, 1re colonne, article 213, 2e alinéa, 5e ligne, au lieu de : « personnels chargés », lire : « personnels scientifiques ou de personnels chargés » ;

Même page, 2e colonne, article 216, dernier alinéa, avant-dernière ligne, au lieu de : « conseil général », lire : « conseil régional ».